

EXAMEN DU LIVRE DE M. MALTHUS SUR LE PRINCEPE DE POPULATION ;
AUQUEL ON A JOINT LA TRADUCTION DE QUATRE CHAPITRES DE CE
LIVRE SUPPRIMÉS DANS L'ÉDITION FRANÇAISE ;
ET UNE LETTRE À M. SAY SUR SON TRAITÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

IMPRIMÉ À PHILADELPHIE, CHEZ P. M. LAFOUCARDAE,
N° 114, SECONDE RUE NORD

1817

EXAMEN DU LIVRE SUR LE PRINCIPE DE POPULATION.

L'objet du travail de M. Malthus est d'établir que presque partout, et peut-être à la seule exception des colonies naissantes dans les pays très fertiles, il y a trop de population ; et que de tous les temps, cet excès dans le nombre des individus a été, qu'il est encore une des grandes causes, sinon la plus grande cause des malheurs du genre humain.

La singularité de cette doctrine a fait beaucoup de sensation. Le livre où elle est exposée méritait de la faire. Il est plein de recherches précieuses et de calculs ingénieux. — L'auteur a un talent distingué ; il est un des meilleurs observateurs et des plus profonds penseurs ; il raisonne avec force ; il écrit avec élégance et avec grâce. M. Prévost, professeur à Genève, justement estimé et l'un des coopérateurs de la bibliothèque britannique, nous a donné de la troisième édition anglaise, une traduction française également bien écrite¹. Il l'a dédiée à un membre très vertueux et très éclairé du conseil général des hospices de Paris². C'est véritablement un livre qui doit tenir une place honorable dans la bibliothèque de tout homme d'État.

Pour offrir une idée juste de ce qu'il contient de vrai et de faux, de bien et de mal, un article de journal serait trop court ; un livre serait trop minutieux et trop long : je tâcherai de prendre un juste milieu.

Il n'y a rien de plus commun en France que d'y voir apporter comme étrangères les pensées de nos écrivains, nos modes oubliées, les machines et les étoffes de nos manufacturiers, les plantes cultivées dans nos champs ou dans nos jardins ; et quand elles viennent ou paraissent ainsi venir de loin, elles sont beaucoup mieux reçues.

C'est ainsi que nous avons accueilli, après leurs voyages, le métier à bas, la navette volante, les toiles platiles et les draps légers de Silésie, les très bons principes d'Adam Smith, la grosse Reinette de Caux, dite du Canada, les turnips aussi anciens en France que l'Auvergne et le Limousin, où ils ont toujours été plus beaux et meilleurs qu'en Angleterre.

Dans ce qu'il y a d'évidemment incontestable, l'ouvrage de M. Malthus est un long, mais savant et curieux commentaire de cette maxime des économistes français : *la mesure de la subsistance est celle de la population*.

Ils en inféraient que si l'on voulait accroître la population, l'unique moyen efficace et utile était d'augmenter la masse des subsistances. C'était leur motif pour placer l'agriculture, l'éducation des bestiaux, et la pêche, à la tête des travaux humains ; c'est à cause de cela qu'ils recommandaient, par-dessus toute autre chose, ces trois branches de produits renaissants à la considération, à l'attention soutenue, à la bienfaisance active des gouvernements.

M. Malthus a vu son sujet sous un autre aspect ; et observant que presque toutes les sociétés policées, dans le projet d'exciter la population et d'accroître le nombre des naissances, cherchaient à encourager les mariages et à récompenser leur fécondité, il s'est attaché à combattre ce préjugé, cette habitude trop générale des gouvernements,

¹ En trois volumes in 8 chez Paschoud libraire, rue des petits Augustins.

² M. le baron de Lessert.

qui ne sont pas suffisamment éclairés. Il démontre en mille façons que ce n'est point par la quantité des enfants qui naissent, mais par celle des hommes adultes et sains qui vivent avec quelque aisance, que l'on doit juger de la prospérité, du bonheur, de la puissance relative des États.

En effet la vie passagère et malheureuse des jeunes enfants, que la pauvreté de leurs parents, que la malpropreté, que le défaut de vêtements, que le froid, et surtout que l'insuffisance ou la mauvaise qualité de la nourriture immolent avant l'âge de la puberté et du travail, n'a été qu'une augmentation de souffrances et de chagrins, qu'une déperdition des richesses qu'ils ont inutilement consommées : déperdition qui augmentant l'indigence des pères et des mères, et l'appauvrissement de la nation, rend de plus en plus difficile d'élever d'autres enfants.

M. Malthus emploie une grande partie de son livre à tâcher de nous persuader un autre point qui n'est pas à beaucoup près aussi exact. Il croit que la population se multiplie suivant une progression géométrique et constante, tandis que les subsistances ne sauraient être augmentées que dans une progression arithmétique et même décroissante. Il en conclut que les produits de l'agriculture ne peuvent jamais s'élever au niveau des accroissements que reçoit la population. Cela lui paraît une vérité *neuve* dont il est porté à s'applaudir fréquemment ; et c'est d'ailleurs un homme d'un excellent esprit.

Mais comme il prouve très bien que la population ne peut pas excéder les moyens de subsistance, l'ouvrage entier qu'il nous donne se trouve être la démonstration perpétuelle que ses calculs sur ce point sont inapplicables, et que la progression géométrique de la population ne saurait avoir lieu indépendamment de celle des productions que cette population consomme ; puisqu'il est évidemment impossible d'entretenir plus d'hommes qu'on ne peut en nourrir : de sorte que toute la théorie sur cette matière est invinciblement renfermée dans l'axiome fondamental que *la mesure de la subsistance est celle de la population* : loi de la nature, que ni l'autorité, ni les lois politiques, économiques ou civiles, ni aucun encouragement, ni aucune institution humaine ne peuvent violer.

Comment s'exécute cette loi si impérieuse ? D'une manière infiniment triste : par la mortalité des enfants que leurs parents ne peuvent pas bien loger, bien vêtir, suffisamment chauffer, et surtout nourrir avec assez d'abondance ou avec des aliments assez salubres. Le juste respect pour la propriété, sans lequel les hommes se pilleraient les uns les autres, sans lequel le produit d'aucun travail ne pourrait être conservé, sans lequel il n'y aurait donc aucune récolte, sans lequel par conséquent les subsistances seraient bien plus rares et la population plus malheureuse encore et plus restreinte, ce respect si nécessaire à toute la société, fait qu'en tout pays et sous tout gouvernement, il y a inévitablement une classe d'hommes qui se trouvent ainsi sur les confins de la misère et arrêtés dans leur désir d'élever une famille. La pauvreté est un cercle de fer qui enserre toutes les nations.

Étendez l'agriculture, améliorez ses procédés, perfectionnez la pêche, et tirez de tous ces travaux le plus grand produit qui soit possible, dit M. Malthus, non pas en ces termes mais en beaucoup d'autres équivalents ; vous ne pourrez jamais lui faire suivre la même progression que celle de la multiplication des hommes. Vous aurez prolongé le rayon du cercle fatal, vous en aurez agrandi et repoussé la circonférence ; mais elle sera

toujours dans la même proportion avec son diamètre ; elle contiendra plus d'hommes, et les derniers de ces hommes seront toujours malheureux.

Pour diminuer ce malheur, il veut que l'on parvienne à inspirer aux hommes de cette infortunée classe de la société, et à ceux des classes un peu supérieures qui les avoisinent, une sorte de vertu qu'il appelle *contrainte morale*, laquelle les empêcherait de se marier, ou d'user de tous les droits du mariage, ou d'en goûter dans toute leur étendue les plaisirs naturels.

De cette manière, dit-il encore, et pour abrégé j'emploie plutôt sa pensée que ses propres mots, *les hommes de la classe laborieuse étant en moindre nombre, il y aura plus de salaires offerts que de salaires demandés ; en conséquence le prix des salaires sera haut, les salariés vivront à l'aise, une grande source de malheur sera tarie.*

Ces principes qui méritent l'attention la plus sérieuse, et dont il ne faut parler qu'avec le respect dû aux louables intentions de l'auteur, ainsi qu'à son érudition, et à l'habileté avec laquelle il saisit et discute les rapports des registres de naissances, de morts et de mariages, sont néanmoins susceptibles de plusieurs observations.

D'abord ce n'est point mal fait, c'est au contraire très bien fait, c'est ce qu'il y a de mieux à faire que d'étendre et d'améliorer autant qu'on le peut :

Premièrement l'agriculture,

Secondement la pêche,

Troisièmement l'exploitation des mines et des carrières, qui donnent des moyens nouveaux d'encourager la pêche et l'agriculture, en soutenant le prix des productions de ces arts nourriciers par les autres productions utiles et nouvelles que l'intérieur de la terre offre en échange.

Et quatrièmement, c'est encore fort bien fait que de faciliter et de protéger les travaux de tout genre qui en incorporant aux matières premières la valeur des consommations que font les ouvriers, et celle du loyer des capitaux employés à leur fournir les instruments nécessaires au travail et à leur *avancer* la subsistance pendant qu'il s'exécute en forment des objets de jouissance durable. Quoique ces divers objets ne soient pas des richesses nouvelles et encore moins des subsistances ; mais, comme tous les autres magasins de richesses et de valeurs, des richesses utilement et agréablement accumulées, ils ajoutent beaucoup aux douceurs, et aux commodités, et même en général à la salubrité de la vie ; et les salaires que pour se les procurer les propriétaires de terres, les cultivateurs, les mineurs, les carriers, les armateurs et les matelots de la pêche répandent sur les autres entrepreneurs et ouvriers, égalisent autant qu'il soit possible la distribution des richesses et des aliments.

Le cercle étendu aura une plus grande circonférence ; et cette circonférence, il est vrai, sera inévitablement bordée de pauvres. C'est le sens de ces paroles de JÉSUS CHRIST : vous aurez *toujours des pauvres avec vous* ; mais ce même cercle aura aussi une plus grande superficie, et cette superficie sera couverte d'un plus grand nombre d'hommes heureux. Et même sur la rive, il y aura encore quelque bonheur : car *être* c'est un bonheur, c'est sentir, c'est penser, c'est aimer, c'est être aimé de quelqu'un ; tant que l'on n'en est pas venu jusqu'à détester la vie, c'est avoir tous les jours quelques jouissances dont il n'en est aucune qui n'ait son prix.

Sur un plus grand nombre d'hommes encore il y a un plus grand nombre de gens d'esprit et de gens de bien, d'hommes ingénieux et appliqués, propres aux sciences, aux arts, à la philosophie, dont les lumières, les talents, les vertus peuvent multiplier les

subsistances et en rendre la répartition plus utile, plus équitable, perfectionner les mœurs, procurer une vie plus douce, plus de plaisirs ou une diminution de peines à tout le monde.

Ainsi c'est moins du soin de restreindre la population qu'il faut s'occuper pour que les subsistances suffisent, que de celui d'augmenter les subsistances pour qu'elles fournissent aux besoins d'une plus grande population.

Quand une partie, même assez considérable, des hommes pourrait se résoudre à ce que M. Malthus appelle *la contrainte morale* et s'y assujettir avec constance, ce ne serait à l'inconvénient qu'il redoute qu'un faible palliatif. L'époque où une population indigente borderait la société, et où la pauvreté seule arrêterait une plus grande multiplication, n'en serait que très peu retardée.

On ne pourra de fort longtemps, et peut être jamais, parvenir à inculquer la doctrine des privations volontaires, et sur un tel sujet, qu'à un bien petit nombre d'individus, seulement parmi les gens riches qui auront reçu une éducation libérale, et qui pourront se consoler un peu par d'autres plaisirs du sacrifice de ceux plus naturels que la bonté du ciel a mis à la portée de ses moindres créatures.

Ainsi pendant que quelques personnages dans l'aisance, dont la postérité paraîtrait à M. Malthus n'avoir aucun danger à courir pour elle-même et n'être par nuisible à la société, résisteraient avec plus ou moins d'efforts, par des moyens plus ou moins convenables, au plus doux attrait de la nature, il en resterait d'autant plus de place et de marge pour le nombre immense de ceux qui tiendraient une conduite opposée ; et M. Malthus a très judicieusement observé que ceux-ci multiplieront jusqu'à ce que leurs malheureux enfants soient moissonnés par la misère.

S'il était possible que le vœu de M. Malthus fut rempli, et qu'on arrivât *une fois* dans tout un pays *par la contrainte morale*, ou l'abstinence soit du mariage, soit de son intime union, à rendre la population rare sans que les richesses diminuassent, tellement que le prix des salaires y fut, à industrie égale, notablement plus haut que dans les autres pays ; il en résulterait que la nation dont les ouvriers recevraient de plus hauts salaires, ne pourrait dans le commerce étranger, ni même à beaucoup d'égards sur son propre territoire, où afflueraient les ouvriers des autres nations, soutenir la concurrence de ces autres nations, et de ces autres ouvriers, qui donneraient leur travail à plus bas prix et se contenteraient de moindres salaires.

Alors les ouvriers qui, pendant un temps, auraient eu de plus hauts salaires, seraient obligés de baisser eux-mêmes le prix de leur travail ; à peine, s'ils ne le faisaient pas, de n'avoir plus du tout de travail, ni de salaire : ce qui les ferait tomber dans une misère bien plus grande que celle des hommes qui se résignent à ne recevoir que le salaire réglé par la concurrence et qu'elle rend médiocre ou même étroit. Le fait est qu'ils se mettraient au niveau ; mais que ce niveau même serait affaibli par la nouvelle concurrence que le haussement passager des salaires aurait appelée.

L'équilibre et le niveau dans les salaires (les capacités et les autres circonstances supposées égales d'ailleurs) sont entre les nations, comme dans l'intérieur des nations, des lois auxquelles on ne peut se soustraire que pour un temps et avec dommage.

Même à l'époque, hélas ! trop lointaine, où M. Malthus et moi nous aimons à espérer que le genre humain pourra recevoir une assez bonne éducation, devenir assez éclairé pour qu'il se trouve dans le plus grand nombre des ménages beaucoup de prudence et de moralité, même à cette époque à laquelle je crois, et dont la possibilité n'est point

avouée par les écrivains d'aujourd'hui, M. Malthus ne peut se flatter que l'on atteigne le but qu'il se propose.

La *contrainte morale* la plus sévère, la plus rigoureuse économie dans le bonheur individuel, n'empêcheront jamais la population de se proportionner aux subsistances et aux richesses, de s'étendre quand celles-ci augmenteront, de se restreindre quand les familles seront gênées. Qui est-ce qui a le plus fortement démontré cette vérité ? C'est M. Malthus.

Ayant reconnu que la population ne saurait être arrêtée que par l'indigence et que c'est une impérieuse loi de la nature, il était sur la voie pour reconnaître aussi l'utilité de cette loi : sa très grande utilité pour l'espèce humaine. — Aucune loi naturelle ne peut être nuisible ou mauvaise. Il n'en est aucune qui ne soit un bienfait de la Providence pour les êtres qu'elle concerne.

Si les hommes n'étaient pas de grade en grade stimulés par les besoins, la paresse, à laquelle on cède si aisément, serait la reine du monde. Et comme la paresse recueille peu, ne produit rien, les subsistances seraient infiniment rares. Il n'y aurait donc que très peu d'hommes sur la terre ; et ce petit nombre d'hommes ne vivrait que dans un dénuement absolu. Leur état ne vaudrait pas mieux, il vaudrait moins que celui des hommes dont la pénible situation a excité la sollicitude de M. Malthus.

S'il n'y avait pas une classe, même nombreuse, d'hommes que leur concurrence réduisit à se contenter d'un faible salaire, et dont le travail put donner un bénéfice aux hommes plus aisés, qui leur rendent un très grand service, en leur offrant de l'emploi, en leur fournissant pour cet emploi les matériaux et les instruments nécessaires et surtout en les nourrissant *par avance*, aucun travail un peu considérable ne pourrait avoir lieu. Car il n'y a aucun travail qui ne demande des avances de richesses précédemment acquises, *un capital* en matières, en outils, en subsistance assurée pour l'ouvrier jusqu'à ce que l'ouvrage soit fait, et puisse être consommé ou mis en vente.

Il faut donc que dans le produit de tout travail il y ait *une part pour L'OUVRIER, et une part pour le CAPITALISTE* ; sans quoi celui-ci n'avancerait pas son *capital*, ne le mettrait pas au hasard des événements ; et le travail que ce capital solde ne serait ni ordonné, ni guidé, ni fait ; sans quoi encore l'ouvrier, qui n'a pour vivre que le salaire qu'il désire obtenir, et qu'il doit toucher au jour le jour *par avance*, sur le simple espoir de ce que pourra produire son travail, serait privé de ce salaire : il périrait de faim, ou se ferait voleur, dernier parti qui occasionnerait une beaucoup plus grande destruction de richesses et de subsistances, une augmentation générale de pauvreté, une plus fâcheuse diminution de l'espèce humaine.

Plus la concurrence libre et indéfinie réduit le prix du travail des ouvriers de peu de capacité au simple nécessaire, plus il reste de profit pour les capitalistes qui leur donnent de l'occupation et les paient. Or ce profit des capitalistes, s'ils ne sont pas entraînés par de mauvaises mœurs, à le dépenser totalement en jouissances frivoles (et tous, ni même leur plus grand nombre, ne peuvent pas être si insensés), ce profit des capitalistes, qui n'est pas *une production*, mais une économie, le fruit d'une bonne administration, une sage, utile et importante accumulation de richesses, accroît les capitaux qui donnent le moyen de faire de nouvelles entreprises d'agriculture, de manufactures, de commerce, lesquelles augmentent pour toute la société la masse de subsistances, en améliorent la répartition, et procurent de nouveaux salaires aux derniers rangs des hommes laborieux.

Pour les grandes entreprises, il faut de grands capitaux ; et dans l'ordre naturel, c'est-à-dire sans oppression et sans monopole, ceux-ci sont la récompense des hommes les plus sages et les plus habiles, qui se sont acquittés de leur travail avec le plus de talent, de vigilance et d'exactitude, et qui ont le mieux dirigé celui des autres. Si cette récompense légitime n'avait pas lieu, si les capitaux étaient répartis avec égalité, ce qui serait injuste (car les paresseux, les prodiges, les ignorants n'ont aucun droit à l'égalité avec les actifs, les intelligents, les économes) il n'y aurait ni *salariables* ni *salariés* ; aucune ferme considérable, aucune manufacture importante ne pourrait s'élever, aucun magasin ne pourrait s'établir et conserver les productions des années abondantes pour les années stériles : les subsistances seraient infiniment diminuées, on ne pourrait pas faire vivre à beaucoup près autant d'hommes.

Les plus médiocres d'entre eux ayant bientôt dissipé leur petit capital, tomberaient dans une pauvreté que les autres ne pourraient soulager ; car leur capital à eux-mêmes étant très faible, ils seraient dans l'impuissance d'offrir des salaires pour aucune opération notablement profitable. Ainsi l'acquisition des richesses par les hommes les plus éminents de la société est non seulement juste en elle-même, puisqu'elle est le fruit de leur travail et de leur économie, mais elle est extrêmement utile aux plus indigents. Il faut qu'il y ait des riches, des gens d'esprit, des hommes de génie, pour que les pauvres et les moins instruits puissent élever leurs enfants.

C'est par le concours et les relations de ces différentes classes, c'est par leurs conventions amicales, libres, réciproques, et par le respect pour leurs droits mutuels, que la société se perfectionne et s'enrichit au profit de tous ses membres ; que la population s'étend ; et que *trente millions* d'hommes parviennent à vivre, et que de plus grands progrès dans l'art social pourraient, pourront un jour, en faire vivre *soixante millions* sur un pays qui, dans son état sauvage, pareil à celui de l'intérieur de l'Amérique, de l'Afrique ou de la Nouvelle Hollande, n'en aurait pas nourri *trois mille*, qui tous auraient été plus malheureux, moins certains de leurs aliments, moins garantis contre les injures de l'air, plus exposés à des maladies funestes, que ne le sont les dernières classes des trente millions qui vivent aujourd'hui, beaucoup plus que ne le seront les dernières classes des soixante millions qui leur succéderont quand la société aura pris une perfection encore plus grande.

Ce n'est que parce qu'il y a eu autrefois *deux mille pauvres* obligés de recevoir des salaires de *mille riches* d'alors, et de vivre avec moins de jouissances que ces *mille riches*, qui eux-mêmes en ce temps-là n'étaient encore vêtus que d'une peau, soit de mouton, soit de loup, que l'on trouve aujourd'hui dans la contrée qu'ils habitaient *deux millions d'indigents*, de qui la misère est presque aussi grande que celle des riches du premier âge, et *huit millions* d'autres, en meilleur état, et *dix millions* qui ont toutes les véritables aisances de la vie, et *neuf autres millions* de riches, et *un million* de très riches sur ce même territoire qui primitivement ne suffisait qu'à peine à la subsistance de *trois mille* très pauvres âmes, les riches compris.

Il est constant que dans toute l'Europe, le peuple est mieux logé, mieux habillé, en général mieux couché, moins mal nourri, qu'il ne l'était il y a un siècle ; nous avons tous vu de nos jours la science du jardinage faire d'incroyables progrès, et tirer du sol sablonneux et stérile qui sur le bord des grandes rivières environne naturellement presque toutes les grandes villes, une multitude de productions végétales qui

augmentent, qui varient, qui *salubrifient* la nourriture même des classes les plus indigentes, et à plus forte raison de celles qui leur sont supérieures.

C'est à cause de cela que l'excellent Jefferson, et son digne successeur M. Madison, pour mettre les Cherokees plus à leur aise et les rendre plus heureux, ne leur ont point conseillé *la contrainte morale* à laquelle ils n'auraient rien compris.

Au lieu de ce conseil inutile, dont le plus grand succès n'aurait pu conduire qu'à les laisser dans le même état, ils leur ont donné des vaches, des charrues, des haricots, des pommes de terre, des instructions sur la culture ; et ils ont introduit chez eux la *vaccine* qui, en bannissant la meurtrière petite vérole, diminue leur mortalité et celle de leurs enfants.

M. Malthus est porté à croire que les derniers des Cherokees n'en seront pas beaucoup plus riches, et il a raison. Mais ils le seront un peu plus ; et il y aura plus de Cherokees, et surtout de Cherokees *heureux*. Et à mesure qu'ils le deviendront davantage, les productions qu'ils auront cultivées, les arts qu'ils auront acquis, les jouissances auxquelles ils se seront accoutumés, établiront entre eux et les États-Unis des échanges réciproquement avantageux. Les États-Unis même auront gagné, ou plutôt se seront créé, *un allié*, qui devenant une force militaire peu redoutable pour eux, utile contre les ennemis qu'ils pourraient avoir, donnera une sureté de plus à leurs frontières, une garantie de plus à leur glorieuse indépendance.

La population, toujours réglée par les subsistances en s'étendant toujours avec elles, n'est donc point un mal en elle-même : et au contraire elle est toujours un bien, quoiqu'elle soit nécessairement entourée dans la classe la plus pauvre de malheurs particuliers, et même généraux, de chagrins, de privations qu'on peut adoucir, non pas faire cesser entièrement.

Le devoir des gouvernements à son sujet est de ne mettre aucun obstacle au travail productif qui fait naître les subsistances et les matières premières ; ni au travail utile qui les façonne, qui les amalgame, qui les conserve, qui les échange, qui en répartit, et en égalise autant qu'on le peut la distribution ; ni à l'émigration qui cherche où elle pourra travailler avec plus de profit, car, plus les hommes travaillent avec profit, plus ils augmentent, directement ou indirectement, par production, ou par accumulation, la masse des richesses humaines dans lesquelles le commerce donne à chacun sa part : et il vaut mieux pour une nation laisser ses citoyens et ses habitants aller où ils pourront gagner, elle en retirera plus de bénéfice, ou d'autres avantages, que si elle voulait les faire travailler chez elle *à perte*.

Mais, dit M. Malthus, *on a voulu encourager les naissances avant que les subsistances fussent produites*. On a eu tort ; et il faut louer M. Malthus de la force avec laquelle il s'élève contre cet abus qui tient à un défaut de lumières. On ne peut étudier l'économie politique sans se convaincre qu'il est toujours bon d'éclairer les hommes : mais qu'il ne faut ni encourager, car on ne serait pas sûr de bien placer son encouragement ; ni *décourager*, car on serait presque certain de nuire par la prohibition ou les restrictions qu'on voudrait prononcer : qu'il faut *laisser-faire*... Tout, hors l'injustice, l'injure, la violence, le crime, le vol, le meurtre, l'incendie.

M. Malthus, qui a une extrême peur de la population surabondante, croit qu'il serait nécessaire de la *décourager* ; et que, pour y parvenir, il faudrait que les pauvres ne pussent espérer pour leurs malheureux enfants aucun secours *certain*. — « Lorsque des parents abandonnent leurs enfants », dit-il, « ils commettent un crime dont il faut les

rendre responsables. — La société ne doit point être appelée à prendre leur place. Par rapport à la société, *un enfant peut être aisément remplacé* » (tome III, page 111 de la traduction de M. Prévost). « On oublie qu'il faut envisager la mort de ces infortunées créatures comme la suite nécessaire de la conduite de leurs parents dénaturés, qui doivent en être rendus responsables devant Dieu et devant les hommes ». (page 112) « Il n'y a aucun moyen à la portée du pouvoir civil qui puisse être aussi efficace (pour empêcher l'exposition des enfants) qu'un simple avis universellement répandu, portant qu'à l'avenir les enfants ne seraient plus entretenus que par leurs parents ; et que si ces protecteurs naturels venaient à les abandonner, ils ne doivent point s'attendre à voir leurs soins remplacés autrement que par les secours *casuels* de la charité des particuliers ».

« Il paraîtra peut-être *bien dur* », ajoute-t-il, « que des enfants, qui n'ont aucun reproche à se faire, soient appelés à souffrir de la mauvaise conduite du chef de la famille ».

Oui, j'en conviens, cela me paraît *bien dur*.

« Mais », dit M. Malthus, « c'est encore là une loi immuable de la nature. Et l'on doit y penser à deux fois avant de prétendre la contrarier d'une manière systématique ». (page 116) « La pensée que les enfants portent la peine des fautes de leurs parents a de l'empire même sur le vice. Il paraît indispensable dans le gouvernement moral de cet univers que les péchés des pères soient punis sur leurs enfants ». (Page 117)

Il est difficile d'éprouver une plus profonde affliction que celle que j'ai ressentie, et qui a été mêlée d'un peu de colère, en voyant ces étranges phrases dans un livre estimable, et sorties de la plume d'un homme de bien, qui dit lui-même (page 154 du même volume). « Ces raisonnements ne s'appliquent point aux cas d'une urgente détresse ».

Mais quelle plus urgente détresse que celle d'un enfant nouveau-né ?

« D'une détresse », continue M. Malthus, « produite par quelque accident, que n'a point occasionné l'indolence ou l'imprudence de celui qui en est la victime ».

Quelle a pu être l'indolence ou l'imprudence de l'enfant qui pousse ses premiers vagissements ? Et puis est-ce de l'imprudence ou de l'indolence qu'il s'agit ? C'est de la souffrance et du danger.

« Si un homme se casse la jambe ou le bras, notre devoir est de le secourir, sans nous informer de son mérite ». Là M. Malthus redevient digne de lui-même et du but général de son ouvrage. Il rentre sous la loi de la raison, de la justice, de l'humanité. *Bon Saint Vincent de Paule*, et vous philosophes français, philosophes de tous les pays, pardonnez-lui d'avoir fait violence à son caractère pour en sortir un seul moment !

On devra secourir l'homme qui a le bras cassé : on le devrait même quand il se le serait cassé en voulant commettre un crime ; et l'on abandonnerait un enfant nouveau-né, qui a bien pis qu'une blessure, qui ressent de la tête aux pieds une maladie universelle, laquelle n'est point du tout de sa faute, et la plus cruelle, la plus indubitablement mortelle de toutes les maladies, le froid et la faim ! Qu'importe que *pour la société il puisse être aisément remplacé* ! Comptons-nous des troupeaux ? — Celui que vous croyez qui le remplacera sera-t-il lui-même ? N'est-ce pas *lui-même* qui avait un droit naturel à vivre, puisqu'il vivait ? et un droit à vivre par nos secours, puisque nous serions tous morts, si à son âge nous n'avions reçu les secours dont nous avons eu besoin comme lui, et qui nous ont conservé la vie ! Payons nos dettes ! — Et qui vous a dit quel est cet enfant ? Comment savez-vous qu'il est *remplaçable* ?

Socrate fut le fils d'un sculpteur médiocre, d'un pauvre Hermoglyphe ; il pouvait être exposé comme tant d'autres. D'Alembert a été un *enfant trouvé*. Sur combien de *milliards* d'enfants avez-vous l'espoir qu'il pourra s'élever un homme propre à remplacer Socrate ou D'Alembert ? Et que serait devenu le peuple juif si la fille de Pharaon n'avait pas eu pitié de Moïse ?

La faute d'un père inconnu, que fait-elle à cela ? Et cette prétendue faute n'est pas constatée quand on trouve l'enfant. On peut l'avoir enlevé à ses parents. Mille autres causes innocentes, ou excusables de leur part, peuvent avoir amené cette exposition. Mais supposons la faute : quelle autorité oserait condamner un homme à *mort*, pour avoir, dans l'entraînement d'une vive passion, fait un enfant, peut-être *avec imprudence*, comme dit M. Malthus ? Et l'on y condamnerait l'enfant que cette imprudence a fait naître !

Repoussons avec horreur *le massacre des innocents* ! — Comment M. Malthus n'a-t-il pas reculé devant l'idée de punir un pauvre enfant de la faute d'un père, qui, s'il est coupable, l'est principalement envers cet enfant même ? Frapper sur l'opprimé !

Son ouvrage tout entier est consacré à prouver que l'exposition des enfants doit être le plus souvent l'effet du malheur ; qu'il y a partout des familles réduites à une misère extrême, des parents qui dans leurs infirmités, ou dans l'impossibilité momentanée de se procurer du travail et des salaires, ne pouvant se nourrir eux-mêmes, peuvent encore moins nourrir leurs enfants. Quel crime commettent-ils alors en les léguant à la généreuse assistance du gouvernement, ou à la vertu compatissante des particuliers ? Rarement un père, jamais une mère n'ont recouru à cette triste ressource sans un sentiment de désespoir. Comment vouloir qu'il soit ajouté encore un degré à cette douleur, qui déjà était au comble ? Comment ordonner que la plus cruelle iniquité soit appliquée sur un tiers sans reproche, en prétendue punition de la plus déplorable infortune que puissent éprouver ses parents !

Béni soit le saint législateur dont la très haute intelligence n'aurait pas pu comprendre que l'on proposât de laisser mourir les enfants que leurs pères ne pourraient alimenter. Il voulait qu'on les secourût. Il voulait les secourir lui-même. Il a dit avec cette tendresse et cette bonté qui le caractérisaient et le rendaient si aimable, il a dit, *Sinite parvulos ad me venire*. Il promettait des récompenses éternelles pour un verre d'eau charitablement offert.

C'est par sensibilité pour les enfants dont les parents sont privés des moyens de les élever que M. Malthus a écrit son livre.

Je suis garant pour lui que, s'il rencontre un enfant exposé sur sa porte, il le prendra dans ses bras ; il le réchauffera devant son feu ; il lui cherchera une nourrice ; il en paiera les mois ; et *l'enfant* aura *trouvé* un PÈRE. Il indique que ce peut être un devoir de la *charité privée* : mais si la charité privée est absente ou impuissante, c'est donc un devoir de la *charité publique*.

La charité publique est doublement engagée envers les enfants dénués d'autres secours dans les pays où le gouvernement, cédant à l'erreur que M. Malthus a si justement combattue, croit devoir *encourager* les mariages par tout autre moyen que celui que la nature emploie, l'accroissement des subsistances et des richesses. Nous espérons qu'il n'insistera pas sur ce qui lui est échappé concernant les enfants trouvés.

Il a blâmé de même les institutions faites en faveur de la maternité indigente, et pour lesquelles nous pourrions lui opposer une partie des mêmes raisons. Le danger physique

des mères n'est pas aussi grand, quoique très réel ; mais elles ne viennent jamais réclamer le secours sans éprouver une peine morale, le plus souvent deux, toutes deux infiniment amères.

Il a quelques autres opinions que nous ne pouvons partager. — Par exemple, il a blâmé la construction autour des grandes fermes de ces petites maisons qu'on appelle *cottages* en Angleterre, et *manœuvreries*, ou *bordes*, ou *borderies* en France. Il a blâmé de plus, ou au moins regardé comme inutiles à la prospérité générale, les trois ou quatre arpents de terre et les petits jardins attachés à ces maisonnettes, ainsi que le don d'une ou de plusieurs vaches à leurs possesseurs, quoique ce soient de très bons moyens d'empêcher la pauvreté d'être vagabonde, et d'établir les ouvriers de culture à portée des riches entrepreneurs. Les frais de culture en sont diminués : il en résulte qu'elle peut être étendue sur des terrains plus médiocres, dont les productions cependant nourrissent des hommes et sont des richesses. Il en résulte encore un plus utile emploi du temps de ces ouvriers et de la capacité de leurs femmes. Toutes celles-ci filent, cousent ou blanchissent. Plusieurs des hommes sont tisserands. La terre aide le métier, et le métier aide la terre. Dans les intervalles des grands travaux de la ferme, ils mettent et tiennent en valeur leur petit héritage ; toutes leurs basses-cours prospèrent ; leurs enfants se rendent utiles de bonne heure. Ils sont formés au travail par l'exemple et par l'habitude, au lieu de l'être à la mendicité. Leur santé est meilleure que dans les fabriques. Ils respirent l'air, voient la nature, et le ciel. Le fermier ou le propriétaire prennent pour les habitants de leurs hameaux des sentiments paternels. Ce sont de part et d'autre d'abondants germes de vertu.

Mais sans mépriser aucune vertu, c'est de celle qui peut comprimer le désir de faire des enfants que M. Malthus est principalement touché. Pourvu qu'on se marie tard, et que l'on porte *la contrainte morale*, jusque dans le mariage, il croit avoir remédié à tout.

Il a pourtant songé, mais seulement vers la fin de son livre, aux plus dangereux, peut-être aux seuls dangereux des *encouragements* donnés aux mariages, et à leur fécondité : ceux qui font naître sur les moyens de subsistance des illusions toujours nouvelles, qui font concevoir aux classes laborieuses des espérances fréquemment trompées.

Nos lecteurs trouveront à la fin de cet Examen quatre chapitres de son ouvrage, omis ou supprimés dans l'édition française, et qui montrent combien il est instruit du fond de la question, combien il était digne et capable de la traiter sous son véritable point de vue.

Nous y avons admiré M. Malthus comme un des esprits les plus propres à la science de l'économie politique, et qui la possède le mieux. Nous avons éprouvé une surprise respectueuse en voyant qu'il a raison quant aux choses contre le célèbre Adam Smith, et quelquefois quant aux expressions contre les économistes Français, dont il adopte d'ailleurs les principes.

Mais les erreurs de son gouvernement lui ont paru trop enracinées. Il a moins estimé les philosophes et les administrateurs que les simples ouvriers. Il a cru plus facile de contenir *l'amour* dans le troupeau que de propager *la raison* chez les pasteurs.

Il a vu de pauvres gens exposés aux tristes alternatives d'un travail qui, dans sa plus grande prospérité, n'assure pas la subsistance exigüe qu'il procure, et qui, toujours prêt à cesser ou à changer, livre chaque année, tantôt les uns, tantôt les autres de ses agents, à une misère sans remède.

Il a voulu du moins leur épargner la douleur de voir immoler leur postérité par cette espèce de travaux trompeurs, variables, infructueux. Il a dit sans cesse à leurs victimes actuelles : *Ne faites pas d'enfants*.

Mais les malheurs de la dernière des classes laborieuses chez les Anglais, ces malheurs qui affligeant le cœur de M. Malthus ont produit son livre, en lui-même très important, ne tiennent point à ce qu'il appelle *le principe de la population*, ou le désir imprudent d'avoir des enfants, sans s'inquiéter de savoir comment on les nourrira. Cette espèce de folie n'est pas si générale, surtout en Angleterre, que le dit M. Malthus.

Presque aucun des maux qui l'ont touché n'aurait eu lieu par le seul effet de l'accroissement de la population. Quand cet accroissement n'est que la suite des causes qui lui sont spécialement propres, quand il n'est progressif que naturellement, sans excitation exagérée, provenant, soit des méprises de l'autorité, soit des erreurs générales de la nation, sa marche est modérée et sans secousse. Il n'a que des ondulations légères : une augmentation de richesses et de subsistances pousse la population en avant. Elle se resserre d'elle-même quand les moyens diminuent, si c'est avec une lenteur qui permette d'en calculer la cause et les effets ; car les parents aiment leurs jouissances personnelles, et craignent d'être forcés à restreindre les commodités de la vie, même la portion de luxe auxquelles ils sont accoutumés. Il n'y a que les intercadences et les saccades qui soient très funestes, parce qu'on ne saurait les prévoir ni s'y préparer, attendu qu'elles ne sont point dans la nature. *Natura nihil agit per saltum*.

L'extrême misère que, dans les îles britanniques, dans le pays qui est proportionnellement le plus riche de l'univers, on voit à côté de la plus grande aisance et de l'opulence la plus haute, y vient d'une autre cause, contre laquelle *la contrainte morale* serait absolument impuissante. Elle tient à un fait très public, très frappant, à un fait incontestable, et qui, malgré son évidence, n'est peut-être pas connu de vingt personnes en Europe. Elle tient à *la mauvaise impulsion* donnée à l'industrie et au commerce chez cette nation, que l'on croit la plus habile de toutes en commerce et en industrie.

L'Angleterre a tourné les capitaux, l'esprit, les talents de sa nation vers les manufactures de luxe, dont on vend les ouvrages, soit à l'étranger, que l'on a principalement en vue, soit aux riches qui habitent dans les grandes villes et dans les châteaux de l'intérieur du pays.

Les artisans et les entrepreneurs qui se livrent à ces branches d'une brillante industrie, sont d'abord dans une situation fort douce ; quelques-uns font de gros bénéfices. — L'ouvrier, qui reçoit d'abondants salaires, se croit au-dessus du besoin. *J'ai un bon métier*, dit-il : il a fait quelques économies : il se marie sans crainte et sans scrupule. M. Malthus lui-même ne l'en détournerait pas. Ses gains passés semblent être le gage de ses gains futurs. « Voyez », disent les colbertistes et les anglomanes, « voyez *les miracles du génie* ; voyez comment on fait vivre une partie de la nation avec des salaires tirés de l'étranger : admirez l'art avec lequel on tourne les fantaisies des riches à l'utilité des pauvres ».

Mais cette éphémère prospérité s'agite sur un sable mouvant, qui chaque jour engloutit une multitude de familles.

Les fantaisies et la frivolité des riches ne donnent à aucun d'eux la faculté de dépenser un écu de plus qu'il n'a. Dépenser d'une manière quelconque c'est jouir de leur fortune. Ils n'en ont pas d'autre emploi. Ce qu'ils ne dépenseraient point en superfluités, ils le

dépenseraient en choses plus utiles, qui feraient vivre exactement le même nombre de salariés. Quelques-uns le dépenseraient en entretien et amélioration de leurs héritages. Il n'y a rien de plus amusant ; car c'est la seule occupation où l'on trouve avec certitude trois choses que tout le monde aime, l'abondance, l'espérance et l'autorité. Le travail du même nombre de familles, ainsi dirigé, deviendrait plus productif : d'année en année il ferait naître la subsistance et les salaires de plusieurs familles nouvelles. Vingt hommes qui cultivent un champ gagnent autant de salaires que vingt hommes employés dans diverses fabriques. Mais les premiers produisent une récolte, qu'ils partagent avec quelqu'un ; et les autres ne font que se disputer, et disputer à quelqu'un le partage des récoltes déjà produites.

Ce que l'on peut désirer de mieux pour ceux-ci est que le partage auquel ils ont droit ne soit pas trop inégal, et qu'il ait quelque stabilité ; qu'il ne soit pas distribué de manière qu'alternativement les uns aient *tout*, et les autres *rien*. Or c'est ce genre de partage arbitraire et désordonné qu'opèrent les fantaisies et la frivolité des riches : fantaisies, frivolité que l'on croit très mal à propos utiles aux pauvres, tandis qu'elles en sont au contraire le fléau, et dans les sociétés modernes la plus générale cause de la pauvreté d'un grand nombre d'agents de l'industrie.

Les plaisirs naturels, les jouissances réelles et pures, sont peu variables. Les ouvriers qui vivent de la dépense que font les hommes raisonnables et modérés peuvent compter sur la solidité de leur état, sur sa durée. Ceux-là sont à portée de calculer d'avance et sans erreur notable les moyens qu'ils auront d'élever leurs enfants. En dérangeant cet ordre salubre, les frivolités et les fantaisies changent à chaque instant comme les modes qu'elles enfantent. Nous avons vu en France la gaze, les batistes, les fabriques de blonde, la peinture des éventails, donner à des artistes, à des artisans, à des fabricants entrepreneurs, à une multitude d'ouvriers, des gains considérables. La mode a changé : les *métiers* qui étaient *bons* sont devenus *mauvais*.

Les ouvriers ne peuvent à chaque mutation de la mode apprendre et savoir tout de suite un métier nouveau, ni se procurer de nouveaux outils qu'ils ne connaissent même pas. Les entrepreneurs ne peuvent pas davantage embrasser promptement une nouvelle industrie, changer la disposition de leurs bâtiments, avoir de nouvelles machines ou de nouvelles matières, diriger également bien de nouveaux ouvriers dans des métiers différents. La plupart avaient des magasins pleins de marchandises devenues sans valeur, sur lesquelles la matière et les salaires payés sont perdus. Ceux de ces entrepreneurs qui n'avaient pas une fortune immense (et c'est toujours le plus grand nombre) sont ruinés et font banqueroute. Tant que leur capital dissipé n'aura pas été réuni par les bénéfices successifs, que pourront faire d'autres *capitalistes*, tant qu'il demeurera réduit en parcelles répandues entre mille mains, personne ne pourra en solder aucun travail, qui demande un concours d'ouvriers, d'instruments et de matériaux. Il y aura stagnation, oisiveté forcée, et misère dans toutes les familles à qui ce capital avait procuré de l'ouvrage et du pain.

Chacun de ces événements que l'instabilité des modes rend inévitables, et impossibles à prévoir avec justesse, produit donc non seulement un changement dans la distribution du travail et des subsistances qui dérange beaucoup de familles, mais amène une diminution dans la masse des capitaux agglomérés et *salariants*.

On ne sait point assez combien il importe qu'une grande portion des richesses soit rassemblée en *capitaux*. Très peu de gens ont songé qu'une nation pourrait être

entièrement ruinée sans avoir perdu une seule pièce de monnaie, ni même aucune partie de son territoire, de ses édifices, de ses meubles, de ses denrées, ni de ses marchandises. Le seul déplacement de la fortune des entrepreneurs du travail, si par tel ou tel événement désastreux elle était dispersée entre les autres citoyens, suffirait pour arrêter les travaux, tant productifs que distributifs, parce que personne alors n'aurait assez de richesses pour avancer aux ouvriers leur salaire : la reproduction et la distribution de tout ce qui est nécessaire aux besoins de l'homme seraient interrompues.

Un tel malheur ne peut être général, mais il n'y a pas une entreprise dont la ruine ne soit le commencement d'un tel malheur, en occasionnant une diminution proportionnelle dans la masse totale des capitaux et des salaires ordinaires du travail, dans le bonheur des individus, dans la prospérité sociale. Il en résulte toujours un contrecoup fâcheux même pour les capitalistes qui subsistent, et pour les ouvriers dont la profession s'exerce encore ; car toutes les productions et toutes les marchandises, tous les travaux, tous les services s'achètent mutuellement, se paient l'un l'autre : aucune partie de leur circulation ne peut être troublée ou suspendue, sans que ses correspondantes souffrent.

Quant à ceux que l'ancienne mode occupait, et qui jusqu'à ce qu'ils aient pu trouver un nouveau métier, demeurent sans emploi et sans salaires, leur calamité est affreuse. Ils avaient des enfants : ces enfants étaient nés sans qu'on pût reprocher à leurs pères *l'imprudence* que M. Malthus réproouve si sévèrement. Faut-il s'étonner qu'ils implorant la charité publique ?

M. Malthus peut voir que ce n'est pas la population qui cause ces malheurs, et que c'est elle qui en gémit. Elle n'excédait pas les subsistances avant que le métier qui procurait le moyen de vivre à ces familles, devenues malheureuses, fut abandonné. Mais une partie de la population ne saurait éviter de tomber dans l'infortune, et une partie des capitaux d'être dissipée et dispersée, la masse des salaires d'être diminuée pour un temps, à chaque fois qu'un nouvel ordre dans la direction des goûts et la distribution des dépenses, enlevant aux uns le travail et les salaires pour les jeter à d'autres avec excès, conduit les premiers à la mendicité, et les seconds au gaspillage, jusqu'à ce qu'un nouveau mouvement de la girouette ruine ces derniers à leur tour.

Au lieu donc de dire à ces gens sans ouvrage, *Ne faites pas d'enfants*, à quoi ils pourraient répondre, *Hélas nous n'en avons plus guère envie*, il serait raisonnable et utile de leur épargner tout blâme et toute exhortation : mais de pousser autant qu'on le pourrait les gouvernements, les capitalistes, les philosophes, les bons écrivains, les riches, les pauvres, les entrepreneurs, les ouvriers, à employer toutes les forces de la persuasion, de l'exemple, de la raison et du sentiment, pour tourner les goûts, les mœurs, les habitudes, le travail, l'industrie, vers les productions et les ouvrages qui peuvent être d'un usage général, qui ont une véritable utilité ou une véritable commodité, et qui se consommeraient dans le pays, plutôt que vers les fabrications d'un grand éclat, qui ne servent qu'aux fantaisies des hommes très riches, rendus inconstants et frivoles par leur perpétuel ennui, ou à des fabrications dont il faut aller chercher une partie du débit chez l'étranger, aux hasards de la guerre, à ceux des mers, à ceux du caprice des cours.

Si chez une nation de trente millions d'individus, dont il n'y aurait qu'environ la moitié de chaussée, l'usage s'établissait que tout le monde portât des souliers, on ne pourrait plus retrancher cette jouissance aux ouvriers, et en prévenant beaucoup de maladies et de blessures, elle pourrait n'être onéreuse ni à eux, ni à ceux qui emploient

leur travail. La fourniture de ces souliers, à quatre paires par an pour les *quinze millions* d'adultes, vaudrait *trois cent millions*, et celle des autres souliers qu'useraient les *quinze millions* d'enfants environ *cent cinquante millions*. Ce serait donc un commerce annuel de *quatre cent cinquante millions*, dont la moitié en nouvelle industrie : commerce qui ne craindrait aucun naufrage, et qui, soutenant le bon prix du cuir, tendrait à la multiplication des bestiaux, c'est-à-dire, de la viande, du lait, du beurre, du fromage, et des fumiers qui fertilisent les terres, et augmentent l'abondance des récoltes et du pain ; — que l'on estime la valeur totale du commerce des étoffes brochées d'or, ou de celui de la bijouterie, et l'on verra combien ils sont mesquins et *misérables* en comparaison, combien ils contribuent moins au bonheur des individus, à la sûreté de la subsistance pour les classes laborieuses, à la puissance de l'État.

La bonne impulsion donnée par les salutaires effets de l'instruction, à la moralité et à l'utilité du travail, peut donc empêcher des maux énormes, et produire de très grands biens, sans qu'il soit besoin d'entrer dans le détail le plus secret de l'intérieur des ménages. Et cette bonne impulsion peut venir d'en haut. Il suffit pour elle qu'un petit nombre de vérités aient frappé quelques personnes d'une éducation distinguée, sachant bien écrire et passablement parler, appelées aux assemblées représentatives, ou même admises au conseil des gouvernements et des rois. La *contrainte morale* dont parle M. Malthus, qui ne balancerait nullement les funestes conséquences de la mauvaise impulsion du travail, demanderait une instruction généralement répandue chez une classe d'hommes, dont la plupart n'ont pas encore reçu les premiers éléments de l'instruction.

Dans cette discussion sur les vicissitudes de la mode, aussi dangereuses que ridiculement propagées et vantées, nous n'avons encore examiné bien spécialement que son influence combinée avec la mauvaise impulsion du travail dans l'intérieur de chaque pays isolément considéré. — Les préjugés qui ont conduit toutes les nations de l'Europe à cette impulsion inverse de ce qu'elle doit être, et de ce qu'elle aurait naturellement été, ont, relativement au commerce étranger, tendu un piège plus redoutable encore aux classes laborieuses, en les induisant, pour leur industrie et pour leurs mariages, à une confiance plus souvent et plus cruellement déçue. C'est un fait que M. Malthus a parfaitement reconnu. Il a employé, à en exposer avec la plus grande force tous les dangers, les quatre beaux chapitres de son ouvrage, supprimés dans l'édition française, et dont nous joindrons la traduction à cet écrit.

Les préjugés des Anglais, ou ceux de M. Colbert (que le reproche en demeure à qui de droit), ont tellement séduit le monde, qu'on a presque partout cherché à exciter et à régler le commerce avec l'étranger, sur la plus fausse et la plus hasardeuse spéculation. On a cru qu'il serait utile de se faire *manufacturiers de luxe* pour toutes les autres nations. C'est dans ce dessein et dans les espérances illusoires qu'il donne que l'on a travaillé à l'envi.

Parce qu'en accumulant sur la faible valeur d'une petite matière première, la valeur infiniment plus considérable des consommations faites par les ouvriers qui la travaillent, on rend une grande valeur totale, aisément transportable³ ; tout ébloui d'avoir vu de

³ Quand on s'applique à fournir principalement des marchandises d'un haut prix et de peu de volume, on se soumet à payer pour l'accomplissement de son commerce de doubles frais de transport ; parce qu'il faut bien plus de vaisseaux ou de charrettes pour apporter la contre-valeur en marchandises, dont le prix est moins haut, et le volume beaucoup plus grand. C'est ce qu'on appelle le commerce à *faux*

pauvres ouvrières, à douze sols la journée, faire avec *un écu* de lin pour *dix mille francs* de dentelle, on s'est imaginé que ce serait un singulier avantage de mettre, par ces manipulations de choses précieuses, le plus que l'on pourrait de la population nationale aux gages de l'étranger. Et l'on a, surtout en Angleterre, poussé cette idée jusqu'à occuper ainsi au service des étrangers plus d'ouvriers que les récoltes du pays n'en peuvent nourrir habituellement : c'est ce que M. Malthus regarde avec la plus évidente raison comme une énorme folie. Il ne comprend pas qu'on se soit mis volontairement dans la nécessité de vendre au dehors le travail de ces ouvriers, et d'acheter au dehors aussi une partie de leur subsistance.

On a engagé des guerres interminables, et l'Angleterre combat encore avec acharnement, pour soumettre ainsi plus d'un dixième, près d'une huitième de sa nation, hommes, femmes et enfants, à tous les hasards, non seulement des modes intérieures, mais de toutes les modes du monde, à tous ceux des tempêtes de l'océan, à tous ceux de la guerre elle-même, qui peuvent frapper également sur l'exportation des marchandises que les ouvriers ont fabriquées, et sur l'importation des grains ou des farines, qui doivent nourrir ces ouvriers ; à tous ceux des événements qui peuvent détruire les richesses des acheteurs étrangers : car on ne pourra ni ne voudra plus leur vendre, dès qu'ils n'auront plus le moyen de payer⁴. Il a fallu à l'Angleterre des ressources très imprévues, et des

fret, ou il faut que les navires fassent un des deux voyages à vide : chose qu'il est important d'éviter le plus qu'on le peut : et les habiles expéditeurs tâchent d'arranger leurs chargements de manière que le même bâtiment ou la même voiture puisse apporter le retour, tant pour ménager les frais que pour ne pas laisser des valeurs en souffrance.

Les théoriciens sans pratique, grands partisans du commerce en exportations précieuses, et tenant peu de place, croient que l'on peut échapper, en ce cas, au danger et à la dépense du *faux fret*. Ils se flattent que l'étranger paiera, en or ou en argent, qui, comme les autres marchandises précieuses, n'ont que peu de volume.

Mais les négociants ne rapportent jamais d'*argent* d'un pays étranger, dont ce métal n'est pas la récolte, que lorsqu'ils ne trouvent pas à l'y employer en denrées ou autres marchandises ; et cela par la raison très simple qu'il y a quelque chose à gagner sur les retours en marchandises, tandis que les métaux précieux ont une valeur si généralement connue, si près du niveau entre toutes les nations, qu'il est rare qu'on y puisse gagner.

Et de plus, quand on est réduit à emporter de l'or ou de l'argent, aucune nation n'en garde, et ne peut en garder, que ce qu'il lui en faut pour sa vaisselle, ses bijoux, son galon, ses broderies, et la monnaie nécessaire à l'*appoint* journalier de ses paiements. Elle renvoie le surplus de ses métaux, comme une éponge rend le surplus de l'eau dont elle peut être imbibée.

Plus une nation est riche, moins elle emploie de monnaie, et moins aussi elle en conserve ; parce que la monnaie y est suppléée dans tous les grands achats par des promesses de payer, que souscrivent des gens dont l'opulence est connue, et dont les propriétés foncières et mobilières donnent bon gage : promesses qui s'échangent les unes contre les autres, attendu que les achats égalent les ventes. On ne solde avec de l'argent que le fermage des terres en grande culture, qui se paient par semestre, le loyer des maisons, qu'on acquitte par trimestre, l'impôt, dont les recouvrements sont encore plus rapprochés, et le débit qui se fait journellement en parcelles aux consommateurs. Une somme de monnaie, égale à la valeur du revenu net des biens-fonds, passant de main en main, est ordinairement plus que suffisante pour tous ces usages, et il ne peut en rester davantage dans le pays.

Le surplus s'écoule, et doit s'écouler : sans quoi il serait une richesse dormante, qui ne donnerait aucun profit. Il s'écoule en achats à l'étranger de marchandises, plus usuelles, plus propres à procurer quelque gain. Et ces marchandises, qui doivent compléter la valeur de celles très précieuses et de peu de volume, qu'on a d'abord exportées, étant par leur nature plus encombrantes, on ne peut éviter de payer le *fret* de leur encombrement.

⁴ Voici un assez beau passage de l'Ami des Hommes.

circonstances très extraordinaires, pour qu'elle ne fût pas conduite par un tel système de fabriques et de commerce à des malheurs effroyables, contre lesquels *la contrainte morale* des jeunes gens ou des époux n'aurait été d'aucun secours.

Un pays comme celui de M. Malthus, dont les manufactures ont cette tendance fâcheuse, et dont le commerce est ainsi monté, doit, plus que tout autre, une généreuse assistance aux familles indigentes et aux enfants malheureux. Il faut bien aider journellement ceux que journellement on ruine.

Il est une autre manière d'*encourager* les mariages, et d'exposer leur postérité. M. Malthus en a très bien senti le danger, et l'a fortement exprimé, démontré, non pas dans la partie de son livre déjà imprimée en français, mais dans celle que nous avons traduite, et que nous publions aujourd'hui. Cette manière, contre laquelle il faut d'autant plus s'élever qu'elle est favorisée par les préjugés de toutes les nations, consiste à s'efforcer de maintenir le prix des subsistances au-dessous de celui qu'elles auraient naturellement. Ce fût aussi une des erreurs de M. Colbert, et l'une de celles qui ont été le plus nuisibles à la France.

Beaucoup de gens, presque tous, sont persuadés qu'en maintenant les grains au-dessous de leur prix naturel, on rend plus aisé de soutenir les classes laborieuses et les petits rentiers qui ont placé le fruit de leurs économies sur des particuliers ou sur l'État. On croit que cela les aide à élever leurs enfants : mais il ne faut point donner les espérances qu'on ne peut pas réaliser, et l'on ne doit pas tromper les petits capitalistes plus que les grands.

Les subsistances ne peuvent être produites qu'autant que ceux qui font les avances de la culture y trouvent du profit. Si l'on fait baisser artificiellement le prix de leurs productions, ce profit diminue, ils cultivent moins, ils abandonnent une partie des terres médiocres, dont la récolte, à un prix trop bas, ne paierait pas les frais. Ils ont moins de travail à donner : en conséquence il y a moins de salaires distribués, et on les paie moins cher. Cependant la masse des récoltes devenant plus faible, il n'y en a pas en suffisance pour les consommateurs, le prix des denrées que l'on avait voulu tenir plus bas que ne l'aurait fait leur cours naturel remonte nécessairement beaucoup au-dessus. Les pauvres, qu'on voulait protéger, sont ceux qui en souffrent le plus. Ils en souffrent d'un côté par la diminution du travail, de l'autre par le renchérissement subit des subsistances. Ils portent avec aggravation le contre-coup de tout ce qui frappe sur les riches. *Priez Dieu pour les riches, pauvres gens !*

Quand la culture a été découragée par le vil prix, elle ne se ranime un peu qu'après que la disette a eu produit une grande cherté. On passe ainsi de l'abondance, et d'un vil prix qui amène la pénurie, à une cherté excessive qui reconduit à une autre passagère, et de nouveau ruineuse abondance.

Toutes ces secousses sont funestes.

« C'est du commerce extérieur et des arts qu'il nécessite, de ce commerce allant et venant au gré de la jalousie et des caprices de l'étranger, que part cet essaim de soucis rongeurs, qui assiègent les trônes, et par les guerres qu'il engendre, et par la misère qui les suit, et par toutes les séditions qui naissent d'un pain mal assuré.

Tant que vous aurez chez vous un homme nu, le plus digne emploi de votre industrie sera de le vêtir, avant d'aller chamarrer l'étranger. C'est à la puissance fictive à courir les mers qui la donnent. C'est à la puissance réelle à sillonner la terre qui la fonde ».

Des prix peu variables, fussent-ils plus chers, conviendraient mieux et aux ouvriers, parce qu'ils opéreraient la continuation des salaires, et aux petits rentiers, parce qu'ils donneraient une base aux calculs économiques de la dépense des familles.

Mais les prix peu variables donneraient un prix moyen beaucoup moins cher pour les consommateurs. Ceux-ci sont forcés par une faim toujours la même, ou que la disette aiguë peut-être, à faire tous les ans à peu près la même consommation. Ils paient donc autant de mesures de grains très chers que de mesures à vil prix ; leur prix moyen est entre les deux. Mais dans la cherté, le cultivateur n'en a que peu à vendre : ce sont les étrangers qui fournissent l'*appoint*. C'est dans les années de vil prix qu'il a vendu beaucoup de mesures, à un prix tellement défavorable qu'elles ne lui ont procuré qu'une recette trop faible pour couvrir ses frais et que son travail en a été *découragé*.

Quand les variations sont très grandes le prix moyen n'est donc pas le même pour l'entrepreneur de culture et pour le consommateur. Il est à la perte du pauvre ouvrier et du petit rentier : sans compter pour eux et pour leur famille l'insupportable effet de l'alternative et de la secousse.

M. Malthus a trop cru, ou du moins trop dit, que dans son Angleterre la misère des ouvriers *désappointés* (ici le sens du mot *anglais* et celui du mot *français* coïncident parfaitement) était le fruit d'une ardeur inconsidérée pour la population. Il voit et il a prouvé que le mal vient de beaucoup plus haut, et de plus haut même que les opérations du gouvernement ; qu'il vient de la tendance que l'esprit national a prise. Le seul remède serait que les politiques anglais profitassent davantage des principes plus profonds que les philosophes français ont posés, et qu'en général Adam Smith a très bien saisis, développés avec beaucoup d'art ; quoique, effrayé de voir combien le commerce et les finances de la Grande-Bretagne leur étaient opposés, il ait cru devoir, dans son quatrième volume, désavouer ces principes qu'il avait victorieusement démontrés dans les trois premiers. Mais désavouer et feindre de combattre ce n'est pas réfuter.

Les Anglais ont perdu Smith, et nous le regrettons autant qu'ils doivent le faire.

En lisant la fin de cette brochure on verra cependant qu'ils peuvent s'en consoler, puisqu'ils ont Malthus, encore plus profond et plus tenace que Smith sur les bons principes relatifs à l'administration de l'agriculture, des manufactures et du commerce, d'où il n'y a qu'un pas pour arriver à celle des finances : et qui sait relever les erreurs de Smith même, lorsque celui-ci se trompe ou exagère.

Quant à l'objet que nous venons de traiter avec lui, il nous paraît que l'humanité, la justice et la raison peuvent déjà reconnaître quelques maximes.

Ne pas vouloir pousser l'emploi des capitaux vers le côté dont l'utilité même est entourée des plus grands dangers.

Éclairer les riches, les entrepreneurs, et les hommes d'État, sur les avantages supérieurs de l'agriculture et des branches d'industrie qui peuvent se lier avec les travaux champêtres.

Ne pas oublier que ceux-ci étendent l'intelligence et fortifient la santé, tandis que ceux des fabriques réunies en grands ateliers, altèrent le tempérament des ouvriers, les rendent stupides, en font des machines qui meuvent d'autres machines.

À profit égal préférer les ouvrages qui sont à la portée des pauvres consommateurs. Ce sont ceux dont le débit est le moins variable, et peut être le plus aisément étendu.

Ne pas trop s'occuper des manufactures, dont on ne peut vendre les ouvrages que hors du pays. Préférer le commerce intérieur au commerce extérieur.

Quant à celui-ci, avoir plutôt à exporter des productions que des marchandises ouvrées, parce qu'alors la famine devient impossible, et que les moyens de pourvoir à tous les besoins réels, sont plus assurés.

Faire connaître aux négociants l'avantage de combiner les envois et les retours, de manière qu'ils se compensent, en valeur et en volume, qu'il y ait peu de crédits forcés, et point de voyages perdus, que les vaisseaux et les voitures ne marchent jamais à vide.

Ne point envier aux peuples qui manquent de territoire, la précaire et hasardeuse ressource des fabriques éclatantes et du commerce de luxe.

Ne faire rien de cela par des lois ; faire tout par des lumières. Il suffit que les lois ne les contredisent point. On élude les lois, ou l'on y résiste, quand les lumières ne les confirment pas.

Lorsque celles-ci plus générales auront prévenu les grandes variations dans les goûts des riches, et dans le travail qui procure la subsistance aux pauvres, l'agriculture, l'industrie, le commerce n'éprouveront par de secousses, leur marche deviendra constante. Leurs progrès suivront ceux des sciences, des arts, et de la morale.

Les pauvres même seront alors beaucoup moins souvent réduits à exposer leurs enfants.

Si quelques-uns néanmoins tombent encore dans cet affreux malheur, contre lequel le cœur des pères, et surtout celui des mères, lutte toujours avec tant d'énergie, la charge qui en résultera pour la société sera bien moins pesante.

DIEU y a pourvu par la compassion dont il a fait un des éléments de l'âme humaine, et par l'inégalité même des fortunes, qui est le plus puissant ressort de tous les travaux utiles et essentiels, et qui fournit à la bienfaisance, tant générale qu'individuelle, un pouvoir efficace.

DIEU n'a point laissé de maux naturels sans compensation et sans remède :

« Aux petits des oiseaux il donne la pâture »

Elle ne sera pas refusée aux nôtres.

Quand ils ne pourront la trouver dans leur propre famille ils ne seront alors que des survenants, en nombre assez modéré, à la table publique ou particulière des riches, et ces convives, si jeunes, n'y feront pas un grand dégât. Ils ne commencent à être fort dispendieux qu'à l'âge où ils commencent aussi à pouvoir concourir au travail.

Tel serait l'état des sociétés que n'arrêteraient pas ou des événements extérieurs, ou des fautes intérieures, ou les préjugés plus redoutables que les fautes, parce qu'ils les causent, les vantent, les multiplient, et les perpétuent.

Mais les préjugés sont vivaces, les lumières, qui doivent les détruire, et les détruiront à la fin, ne s'introduisent et ne se répandent qu'avec lenteur. Les maux sont provisoires, et demandent à être provisoirement soulagés. Les crimes ne laissent pas le temps d'attendre, l'homme ou l'enfant qui va périr nous crie :

« Tires-moi du danger :
Tu feras après ton harangue. »

Même dans les pays où la misère d'une multitude de familles ne pourrait être imputée, comme elle l'est, avec une évidente raison en Angleterre aux préjugés nationaux, ou aux

erreurs de la législature, le secours public, au défaut de tout autre, devrait être accordé *à la faim* jointe à l'impuissance d'y satisfaire.

Envers les valides, ce secours doit être borné au plus étroit nécessaire, et sous la condition du travail, d'un travail même assez pénible. Il ne faut pas d'un *appoint* faire *un attrait*. Il faut que ceux qui sont passagèrement réduits à ce genre de secours ne puissent pas être tentés d'en faire un *métier*, et qu'ils aient toujours envie et intérêt de chercher d'autres ressources. Il ne faut pas, pour secourir des indigents, en créer d'autres, et déranger au préjudice de ceux qui n'ont demandé aucune assistance, l'ordre des travaux accoutumés qui les font vivre.

Quant aux impotents, aux vieillards caduques, qui n'ont plus de famille, et aux enfants abandonnés surtout, contre lesquels M. Malthus a conseillé tant de rigueur, ils ne peuvent s'aider eux-mêmes ; les secours dont ils ont besoin doivent donc être gratuits et d'une honnête suffisance. Il n'y a qu'un petit nombre de hordes sauvages qui tuent leurs vieillards ; et l'enfant a encore plus de droit que le vieillard à être conservé ; car l'enfant offre quelque chose à la société en échange du bienfait qu'il en reçoit. Il offre et donne l'espoir de ce qu'il pourra être et de ce qu'il pourra faire.

M. Malthus était plus capable que personne de toutes ces observations. Il porte dans la discussion une métaphysique très saine, des remarques ingénieuses, une excellente logique, des calculs pleins de sagacité, et nous devons applaudir surtout à ses nobles espérances sur les effets de l'instruction que l'on pourrait répandre, tant dans les écoles que par la prédication, jusque sur les plus malheureuses classes de la société.

Il est certain que ce sera rendre un grand service au genre humain que d'*attendrir* sa morale et de cultiver sa raison, que de lui montrer qu'on ne doit embrasser aucun état, et moins encore un état qui influera sur le bonheur ou le malheur d'autrui, sans savoir à quoi il oblige. La population n'en sera pas moins nombreuse : au contraire, elle le sera davantage à masse égale de subsistances, parce que les parts seront moins inégales, qu'il y aura moins de gaspillage, que le sort des familles éprouvera moins de variations, et que dans chacune d'entre elles il y aura plus de ces bons sentiments qui sont toujours aussi utiles qu'agréables.

Le mariage doit être interdit aux hommes impubères ou impuissants ; et l'on pourrait dire, M. Malthus prouverait aisément, qu'il y a *une puberté* de la raison et de l'esprit tout aussi sensible, et plus facile à constater que celle du corps. Les imbéciles et les *fous*, ceux qui ne sont pas en état d'entendre la raison et de sentir la justice, sont des *mineurs nés*.

Une bonne éducation publique, encore plus nécessaire aux classes inférieures qu'aux classes opulentes de la société, pourrait diminuer le nombre de ces malheureux, dont l'esprit et le cœur n'ont pas reçu leur complet développement.

Les enfants sont longtemps faibles. Ils ont tous les jours besoin d'invoquer la justice, d'implorer la compassion, et montrent, en les réclamant, qu'ils en ont des idées fort nettes, quelquefois plus nettes que celles qui en restent à la plupart de leurs parents. Les enfants vivent en général du travail de leur père et de leur mère ; ils sont joyeux et fiers, quand on leur permet d'y mettre la main. Le travail, la justice, la compassion, ces trois germes de vertu, ces principaux éléments du bonheur terrestre, trouvent toutes les portes de ces jeunes âmes naturellement ouvertes : DIEU *avait fait l'homme bon*, comme le dit Saint Paul. Quand ces premiers sentiments de l'enfance, au lieu d'être cultivés, sont contrariés, s'affaiblissent, s'oblitérent, finissent par être méconnus, il y a faute de la

famille ou de la société, ou de l'une et de l'autre. C'est l'état actuel où nous vivons dans le monde entier. Mais cet état peut et doit devenir meilleur.

Une très petite secte d'écrivains, qui jugent leur prochain par eux-mêmes, et mesurent à la borne de leur esprit les limites de l'esprit humain, s'évertuent aujourd'hui à tourner en ridicule les philosophes qui croient l'homme perfectible. Cette pauvre secte d'ignorantins et d'obscurants, d'ennemis des lumières, fait injure à la sagesse des lois physiques et morales émanées du CRÉATEUR, à la bonté native dont il a doué notre espèce, aux louables intentions des autorités qui cherchent à organiser l'éducation : mais elle n'en arrêtera point la marche. Les écoles primaires seront multipliées, et les petits livres classiques qu'elles pourront offrir à la mémoire des enfants, qu'elles emploieront pour leur enseigner l'écriture et les exercer à la lecture, se revêtiront de charmes et d'utilité. Ces livres, qui n'existent point encore, seront très difficiles, non pas impossibles à bien faire. Ils seront un jour l'objet de la sollicitude des gouvernements. Ils contiendront le fonds de l'instruction le plus essentiellement nécessaire. Leurs auteurs mériteront et recevront les récompenses les plus honorables.

Devient savant qui peut, qui en a le loisir et la capacité. Il faut que tous les membres d'une nation soient hommes, et jusqu'à un certain point éclairés. Il faut que les vrais principes de la raison, de la justice, de la morale, ne leur deviennent pas entièrement étrangers, et que leur disposition à les suivre soit développée selon la portée de leur intelligence. (*Ne soyons point jaloux du temps* : c'est une belle maxime de M. Necker) Toutes ces choses seront des fruits plus ou moins prompts du progrès des lumières, et le rendront ensuite plus rapide.

En attendant, et pour revenir plus directement à ce que désire M. Malthus, nous sommes loin de lui contester qu'il serait bon d'ajouter aux questions prescrites par la liturgie, et que l'on fait aux personnes qui vont se marier, des questions non moins intéressantes sur les moyens qu'aura l'époux d'entretenir sa femme, et de la rendre heureuse, sur ceux qu'ils auront tous deux d'élever leurs enfants. Il serait bon d'y joindre des instructions et des exhortations qui leur fissent comprendre que c'est un délit que d'exposer au malheur des êtres si chers.

Il serait bon de leur donner lecture, non seulement du chapitre VI du titre V du dernier code français, concernant le mariage, comme cela est prescrit par cette loi, et comme cela n'est point exécuté pas même en France, mais de leur lire en entier ce titre V dont les dispositions sont de la plus haute sagesse.

Ces précautions n'empêcheront point la population de s'élever au niveau des subsistances, ce qu'il n'est ni possible ni désirable qu'on empêche. Mais, comme nous venons de l'observer, elles n'en seront pas moins précieuses, puisqu'elles pourront répandre dans les ménages plus de raison et de moralité, les deux choses qui contribuent le plus au bonheur domestique, et qui diminuent le plus l'infortune.

Nous devons parler d'une troisième cause d'amélioration constante, d'adoucissement perpétuel et toujours croissant dans l'état des hommes réunis en société. Elle résulte de ce progrès des sciences et des arts qui aide si puissamment à la formation des capitaux, laquelle est elle-même un fruit de la *concurrence entre les classes laborieuses*, dont M. Malthus avait tort de s'affliger. C'est que les dernières classes arrivent chaque jour, et d'une manière lente, mais pourtant visible, à une multitude de petites jouissances, dans leur logement, dans leur vêtement, dans leurs meubles, dans leurs aliments, dans les commodités de la vie, qu'elles ne connaissaient pas précédemment, et que les riches

d'autrefois ignoraient. À mesure que ces douceurs, très réelles quoique peu coûteuses, deviennent générales, elles entrent dans le droit commun ; on ne pourrait plus, on n'oserait plus en priver personne. Elles sont une richesse à l'usage de la pauvreté. Elles sont une partie même assez considérable du capital des nations civilisées : et dans les circonstances imprévues de calamité ou de disette, une portion de ces petits biens peut être échangée contre des subsistances ; elle offre une ressource à opposer au malheur, un oreiller qui en amortit un peu les coups.

Résumons ce travail.

Il ne faut pas regarder comme un fléau *l'amour*, et surtout *l'amour conjugal*, que DIEU a constitué le bienfaiteur et le consolateur du monde, la plus abondante, la principale, peut-être l'unique source de toute moralité.

Il faut voir que la population qui suit d'elle-même l'accroissement naturel des subsistances et des richesses est toujours une félicité, une puissance pour l'État qui en jouit, et même pour l'univers.

Il faut se garder d'imputer à la nature les maux qui résultent de la mauvaise impulsion donnée au travail ; car cette impulsion fâcheuse n'est que le fruit de quelques erreurs. Et la nature, qui a laissé à l'homme la possibilité de tomber dans l'erreur, lui a aussi donné *la faculté d'observer*, pour reconnaître ses méprises, et *la raison* pour en revenir. C'est à cela que la Providence attache le mérite et la récompense de nos actions.

Il faut bénir toutes les lois naturelles. — Celles qui font que des hommes, non pas entièrement dénués de bonheur, mais ayant des jouissances, pensant, aimant, faisant des enfants, sont néanmoins conduits par leurs propres réflexions à se contenter pour leur travail d'un salaire qui laisse du bénéfice à ceux qui le paient, sont au nombre des plus respectables et des plus salutaires. Ce sont elles qui ont rendu possibles les entreprises d'agriculture, de manufactures et de commerce, et qui les étendent chaque jour. Sans elles la terre n'aurait jamais pu être peuplée que d'un très petit nombre de chasseurs, errants, nus, sans abri, soumis à toutes les privations, exposés à tous les dangers.

Il faut secourir en toute occasion nos frères tombés dans l'indigence et dans l'infirmité. Il le faut, parce que, si nous avons éprouvé des malheurs semblables, c'est un retour sur nous-mêmes et une *joie humaine* ; et que, si nous n'avons jamais eu de souffrances pareilles, le soulagement que nous leurs donnons nous rapproche de DIEU, qui jamais n'a ressenti de *mal*, et qui verse à tout moment du *bien* sur tous les êtres sensibles : c'est un PLAISIR CÉLESTE.

Il le faut, parce qu'il n'est permis nulle part de faire mourir ceux qui n'ont commis aucun crime, qui n'ont pas été régulièrement jugés, et que la loi n'a pas condamnés. L'enfant à qui l'on refuse le secours est un enfant que l'on tue.

Et quoique M. Malthus ait eu le malheur involontaire de s'écarter de ces vérités importantes, il faut encore faire un très grand cas de son livre, parce qu'il renferme une multitude de calculs précieux, de curieuses observations historiques, de raisonnements judicieux, et qu'il montre que l'auteur a tout l'esprit, tout le jugement, tout le talent, toute la bonté nécessaires pour répandre, sur quelque sujet qu'il veuille traiter, les lumières les plus utiles.

Il ne me reste qu'à donner de justes éloges à M. Prévost et aux notes qu'il a jointes à sa traduction, ainsi qu'à la dédicace qu'il en a faite à l'un des administrateurs dont le

cœur est le plus sensible aux besoins des pauvres, et la tête la plus habilement active à les soulager.

Mon tribut ainsi payé, je dédie ces observations à M. Malthus lui-même, à son traducteur, au citoyen distingué qui a mérité leur hommage ; aux autres gens de bien dont le devoir, la gloire et le bonheur sont de secourir les pères infortunés, et de sauver les enfants en péril ; et surtout aux personnages plus grands et plus augustes dont l'autorité, soit républicaine, soit monarchique (et je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'il y ait entre elles concurrence à qui mieux fera), dont l'autorité ne saurait faire qu'il n'y ait point de pauvres, mais dont l'utile influence sur les lois, sur les mœurs, sur l'impulsion du travail, peut empêcher la pauvreté d'être aggravée, d'être imprévue, d'être subite, d'être intercadente, d'être sans assistance et sans ressources.

DU PONT DE NEMOURS.

TRADUCTION LITTÉRALE DES QUATRE CHAPITRES QUI NE SE
TROUVENT PAS DANS L'ÉDITION FRANÇAISE DE L'ESSAI SUR LE
PRINCIPE DE POPULATION.

[non reproduit]